

Willy Brandt, Mémoires

Légende: Dans ses Mémoires, l'ancien chancelier allemand Willy Brandt rappelle l'état des relations entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la République démocratique allemande (RDA) au cours des mois qui ont précédé la signature, le 21 décembre 1972, du "traité fondamental" entre les deux pays.

Source: BRANDT, Willy. Mémoires. Paris: Albin Michel, 1990. 430 p. ISBN 2-226-03990-2. p. 199-200.

Copyright: Willy Brandt

URL: http://www.cvce.eu/obj/willy_brandt_memoires-fr-1e73e816-3f26-4534-b1d6-72198bdf2df4.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Willy Brandt, Mémoires

[...]

En mai 1971, Walter Ulbricht, qui s'était opposé au désir des Soviétiques d'entretenir de meilleures relations avec la République fédérale, fut obligé de quitter son poste à la tête du parti. Je ne l'ai jamais rencontré, mais on me l'a décrit comme quelqu'un de très agaçant et sûr de lui. Bien qu'il me fût tout à fait étranger, son obstination m'impressionnait, et je crois qu'il faut lui savoir gré du fait qu'à Berlin Est il n'y eut pas de procès antidéviotionnistes avec condamnations à mort comme à Prague ou à Budapest. Il fut remplacé par Erich Honecker, qui lui succéda également comme chef de l'Etat, après sa mort en septembre 1973.

L'accord quadripartite restait à compléter par des accords entre les deux Etats allemands. En décembre 1971, ce fut l'accord sur les voies de transit, qui remplaça les droits de transit par un forfait. Puis le Sénat berlinois conclut un accord sur le droit de visite. Le traité sur la circulation signé en mai 1972 avec la RDA fut investi d'une importance particulière du fait que les traités de Moscou et Varsovie furent ratifiés à peu près au même moment. Avant la fin de la session parlementaire du Bundestag, en septembre - la dissolution anticipée avait été prononcée -, le traité sur la circulation fut adopté à l'unanimité moins neuf abstentions.

En ce même mois de mai 1972, Nixon et Brejnev avaient d'autres projets en tête. En juin, les représentants des quatre puissances signèrent l'acte final et, le dernier obstacle franchi, l'accord put entrer dans les faits. Les Soviétiques avaient retardé la signature et attendu la ratification des traités. A la fin de l'année, les deux Etats allemands conclurent le traité fondamental, négocié, pour l'essentiel, par les secrétaires d'Etat Egon Bahr et Michael Kohl. Aux yeux de beaucoup, ce traité était le couronnement de la détente en Europe. De même qu'autrefois le blocus de Berlin avait symbolisé la guerre froide, cet accord passé entre les deux Etats allemands inaugurerait une nouvelle ère dans l'histoire de l'après-guerre en Europe.

Le traité fondamental prévoyait l'installation de représentations permanentes et facilitait la prise en compte des tâches humanitaires. Le préambule évoquait les « conceptions différentes sur des questions fondamentales » ; comme pour le traité de Moscou, une lettre fut adjointe au traité : elle exprimait l'espoir que les générations futures puissent vivre dans une Allemagne dont la politique serait définie par les Allemands dans leur ensemble.

L'opposition regretta une fois de plus - c'était devenu une habitude - que les négociations aient été « si précipitées ». A l'initiative de Strauss, le gouvernement bavarois saisit le Tribunal constitutionnel, qui confirma la constitutionnalité du traité.

Les deux gouvernements fixèrent l'entrée en vigueur du traité au 20 juin 1973. Le lendemain, ils demandaient au Conseil de sécurité leur admission à l'ONU. Début juillet, les ministres des Affaires étrangères se réunirent à Helsinki pour organiser la conférence paneuropéenne. Le plus important pour les gens - et pour la cohésion nationale -, ce furent les améliorations apportées au droit de visite. Plusieurs millions de personnes en firent usage par la suite - dans le sens Ouest-Est surtout.

Au début des années 70, nous ne pouvions espérer obtenir davantage. Nous ne pouvions pas faire disparaître le Mur d'un coup de baguette magique. Il n'avait pas été possible de trouver une solution pour Berlin dans son ensemble. Une tentative aurait-elle été nécessairement vouée à l'échec? Ce qui était sûr, c'est qu'il n'y avait de réponse aux questions préoccupant les Allemands que dans le cadre d'un processus de rapprochement des deux parties de l'Europe. Toutefois, il ne faisait pas de doute pour moi que les deux Etats allemands avaient le devoir de renforcer la paix et la sécurité au coeur de notre continent. Rendre ce service à l'Europe pouvait être une sorte de réparation tardive du désastre dont l'Allemagne avait été la cause. La séparation n'efface pas la communauté de responsabilité, et il semblait désormais possible de rendre plus supportable la séparation.

[...]